

REPUBLIQUE DU BENIN
FRATERNITE-JUSTICE-TRAVAIL

MINISTERE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DES PROGRAMMES DE
DENATIONALISATION

LE MINISTRE D'ETAT

N° 2836 / MEFPD/DC/SGM/DGB/DPB/SA

Cotonou, le

03 JUL 2015

A

MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL DU
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DES PROGRAMMES DE
DENATIONALISATION

(Attention : DRFM/DPP/DRH)

COTONOU

**OBJET : Lettre de cadrage pour l'élaboration du Budget de l'Etat,
Gestion 2016.**



Par la présente circulaire, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le processus d'élaboration du budget de l'Etat, gestion 2016 s'inscrit dans la poursuite de la mise en œuvre des dispositions de la loi organique n° 2013-14 du 27 septembre 2013 relative aux lois de finances.

Ainsi, le progrès envisagé cette année est la mise en place de la première génération des Documents de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD) et des Projets Annuels de Performance (PAP). A cet effet, onze (11) ministères dont le Ministère de l'Economie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation ont été retenus pour l'élaboration à titre expérimental, des DPPD, en référence aux orientations économiques et budgétaires adoptées par le Conseil des Ministres en ses séances extraordinaires des mercredi 27 mai et mardi 02 juin 2015.

Les choix budgétaires à opérer par le Ministère de l'Economie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation pour la gestion 2016, devront donc s'inscrire dans le périmètre desdites orientations qui constituent les points d'application de l'année 2016 de l'orientation économique quinquennale 2012-2016.

Ces choix doivent émaner en conséquence, de vos stratégies sectorielles et viser l'opérationnalisation desdits points d'application à savoir : (i) **le renforcement des infrastructures** (notamment les infrastructures énergétiques, les infrastructures de transport et des Technologies de l'Information et de la Communication) ; (ii) **l'amélioration de la productivité du secteur agricole, la promotion des filières maïs, riz, ananas et anacarde puis la mise en place d'un cadre favorable au développement de l'agro-industrie** ; (iii) **l'amélioration de l'accès à l'éducation et aux soins de santé pour tous** ; (iv) **le développement local.**

Tout comme en 2015, l'amélioration de la bonne gouvernance, la promotion de l'emploi des jeunes, la poursuite de l'autonomisation des femmes et la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques constituent les axes transversaux de la politique économique en 2016.

La mise en œuvre des politiques publiques à travers les options économiques retenues pour 2016 devrait permettre la consolidation des bases de la production. La croissance économique est en conséquence projetée à un taux de **5,8%** en **2016** contre 5,7% attendu en 2015.

Par ailleurs, les autres agrégats économiques afficheront un bon comportement à l'instar de l'inflation qui restera contenue dans la norme communautaire de 3% et du solde budgétaire qui se situera à -0,2% du PIB.

Les perspectives ainsi annoncées au plan économique devront être accompagnées au plan budgétaire, d'un niveau élevé de discipline et d'une meilleure articulation entre les objectifs poursuivis et les allocations de ressources.

Les prescriptions et recommandations ci-dessous, relatives aussi bien aux dépenses ordinaires qu'aux dépenses en capital, doivent être scrupuleusement suivies par vos services en charge de l'élaboration du budget.

I- Dépenses ordinaires

La répartition des crédits budgétaires aux différentes entités du ministère doit respecter le périmètre du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) 2016-2018 annexé à la présente circulaire. Cette répartition doit s'opérer de manière à prendre en compte les priorités de votre département, telles qu'établies à l'issue des réunions techniques et mentionnées dans le CDMT.

Il importe de souligner qu'en dehors des dépenses de personnel, les autres dépenses ordinaires de nature limitative restent indicatives et de caractère fongible.

Dans l'ensemble, il est recommandé aux ministères et aux institutions de l'Etat de poursuivre la modernisation de l'organisation de leurs services, notamment de leur fonction support ⁽⁴⁾. Une démarche de rationalisation et de mutualisation des systèmes d'information, de production de statistiques et d'archivage doit s'observer dans les services publics permettant ainsi de contribuer progressivement à la réduction des dépenses publiques. Les prévisions d'acquisitions de biens et services doivent désormais tenir compte des approvisionnements en fournitures et équipements des gestions antérieures. En conséquence, seul le complément nécessaire corrigé d'un stock de sécurité peut être budgété.

Aussi, votre ministère doit-il continuer de procéder à l'inscription sur les lignes " Assistance-conseil aux communes" des ressources nécessaires à un meilleur exercice de leurs compétences.

II- Dépenses en capital

Pour la gestion 2016, l'éligibilité et l'inscription des dépenses d'investissement au budget, devront être soutenues par les critères ci-dessous :

- projets disposant d'une étude de faisabilité attestant de son impact socio-économique ;*

- projets inscrits sur la liste des grands chantiers de l'Etat en cours d'exécution dans le domaine des infrastructures routières et énergétiques ;
- projets inscrits aux PIP antérieurs et en cours et dont l'exécution devra se poursuivre en 2016 voire au-delà ;
- projets retenus dans les points d'application du budget de l'Etat, gestion 2016 et au Programme d'Actions Prioritaires ;
- projets disposant d'une dotation annuelle supérieure ou égale à **100 millions de FCFA** s'il s'agit de projets "durs" financés exclusivement sur ressources intérieures ;
- projets relevant de la liste des projets et programmes présentés à la Table ronde de Paris.

En ce qui concerne les projets d'investissement conclus en mode **Partenariat Public Privé** (PPP), les accords y relatifs doivent être notifiés à la Direction Générale du Budget pour la programmation des redevances y afférentes.

Par ailleurs, la décomposition du **programme d'investissements publics sur financement extérieur** en dons-projets et prêts-projets se fera par vos services sur la base des ressources conventionnelles attendues avec l'assurance qu'elles seront exécutées en 2016 dans le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFiP).


Au total, pour les séances de pré-arbitrage budgétaire, les propositions budgétaires à présenter et à transmettre à la Direction Générale du Budget **au plus tard le vendredi 07 août 2015 délai de rigueur seront au format classique pour tous les ministères.**

En outre, il est à noter que les onze (11) ministères qui expérimentent les nouveaux instruments budgétaires (DPPD et PAP) **sont aussi concernés** par l'élaboration des budgets-programme pour le triennal 2016-2018.

Les onze (11) ministères sont tenus d'actualiser les DPPD qui serviront de documents principaux de plaidoyer aux séances de pré-arbitrage avec la **justification des mesures nouvelles** indiquées dans les tableaux de financement des programmes. Il est à signaler que le

tableau de financement du programme couvre le périmètre du CDMT. En conséquence, les informations complémentaires sur les **opérateurs de l'Etat**ⁱⁱ, doivent mettre en relief les moyens propres que ces derniers apportent à la mise en œuvre de la politique publique.

Je vous saurai gré des dispositions qu'il vous plaira de prendre pour faire respecter par vos services compétents, les orientations contenues dans la présente circulaire lors de la formulation des propositions budgétaires de vos départements.



Komi KOUTCHE

P. J. : 03

- Cadre de Dépenses à Moyen Terme 2016-2018
- Canevas pour la note présentation du budget
- Canevas budget-programme

⁽ⁱ⁾ **Fonction support** : ensemble des activités de soutien développées au sein d'un ministère pour accompagner la mise en œuvre des programmes métiers.

⁽ⁱⁱ⁾ **Opérateurs de l'Etat** : organismes distincts de l'Etat, de droit public ou privé, auxquels sont confiés des missions de service public de l'Etat. Majoritairement financés par l'Etat, ils contribuent à la performance des programmes auxquels ils participent.